



La Commune



Dehors Macron le versaillais !

Publié le mardi 15 mai 2018



La Lettre de La Commune, hors-série

L'association des amies et amis de la Commune de Paris a relevé cette petite phrase de Macron :

« *Versailles, c'est là où la République s'était retranchée quand elle était menacée* ».

Oui, Versailles, c'est là où le gouvernement « régulier » s'était replié pour faire face à la Commune du peuple parisien et préparer la « semaine sanglante », c'est-à-dire, le massacre des communards, par dizaines de milliers, puis, le bain et la déportation de milliers d'autres.

En outre, le gouvernement de Versailles d'appuyait essentiellement sur les royalistes, déterminés à pactiser avec le pouvoir monarchiste prussien.

Face à cette capitulation civile sur le dos de la population, la Commune de Paris avait créé le premier gouvernement ouvrier, appuyé sur des représentants élus et révocables à tout moment, appliquant des mesures sociales audacieuses, payés au salaire d'un ouvrier qualifié, sous le contrôle direct des travailleurs.

Macron est donc le dernier étron de cette lignée versaillaise immonde.

Dans le cadre de cette note, nous ne pouvons malheureusement pas revenir sur les 72 jours de la Commune de Paris qui avait momentanément brisé la machine d'Etat des exploiters, sabreurs et du haut – Clergé. Nous devons ici parler au présent.

La petite phrase de Macron est un concentré de son « combat ».

Depuis 1877, aucun gouvernement « républicain » n'a cherché à rendre un hommage aux fusilleurs de la Commune. De Gaulle qui n'était en rien un « ami de la Commune » et était un monarchiste « rentré » montrait toutefois une forme de respect militaire pour les combattants de la Commune.



Le Sacré Cœur de Montmartre, bâti pour « expier les péchés des communards » fut finalement voué au tourisme et même les gens d'église actuels ne vantent pas les « fondations spirituelles » misérables de cet édifice. Mais, comme dirait Audiard, « les

cons, ça ose tout ».

Pourtant, cette petite phrase fait fort peu de bruit. En d'autres temps, pas si lointains, les ténors de « la gauche » auraient élevé une protestation solennelle et définitive. Le grand « insoumis » devant l'Éternel serait monté, aussi sec, sur ses ergots. Il est vrai qu'après avoir goûté « le plaisir de la conversation » avec ce personnage, ce n'est peut-être pas si simple. Et ce n'est pas simple non plus pour ces démocrates radicaux qui nous suppliaient de voter pour lui « contre le fascisme ». N'est-ce pas, camarade Filoche ?

Thiers, le chef du gouvernement des Versaillais, qui avait été à la pointe du « Parti de l'ordre » voyait dans le peuple, « la vile multitude ». Lui et les siens voyaient dans les classes populaires, des « classes dangereuses ». Macron voit dans le peuple « les gens qui ne sont rien ». Le chant l'Internationale, écrit par un communard, a déjà répondu par avance :

« Nous ne sommes rien, soyons tout ».

Nous l'avons écrit : c'est Macron qui n'est rien. Mélenchon, qui sait être lucide quand il veut, a fait ce même constat : « Macron n'a pas de base sociale ».

Macron que l'on dit « fort » sur l'arène internationale n'est pas même capable d'élever une bribe de protestation pour laver l'affront de Trump aux rescapés du massacre du Bataclan et leurs familles.

Macron que les médias capitalistes disaient capables de faire passer les pires réformes sans que cela fasse de vagues passe à présent pour celui-là même qui sème le chaos social.

La grève des cheminots, en dépit des efforts de « l'intersyndicale » des bureaucrates pour la désactiver, ne reflue pas.

Le haut encadrement de la SNCF lui-même est révolté par l'attitude du pouvoir et de son PDG SNCF. Même le baron des Haut-de-France, Xavier Bertrand, détaché du « parti Les Républicains » proteste contre la méthode gouvernementale employée contre les cheminots et les usagers.

A Air France, l'opération « référendum » a été défaite.

Dans le même temps, Macron des prend les pieds dans un autre tapis volant : sa réforme constitutionnelle. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le détail.

Cette réforme, adoptée la semaine passée par le Conseil des ministres, vise à anéantir les dernières restes de vie parlementaire, les dernières possibilités de recours des députés, pour que les lois futures puissent être votées dans des délais records et, pourquoi pas, pendant que nous y sommes, s'appliquer avant la lettre.

Macron veut y intégrer ce vieux projet gaulliste de création d'une chambre « sociale », qui intégrerait les syndicats, pour préparer les futures réformes destructrices et institutionnaliser la concertation-trahison, la rendre obligatoire.

Or, ce projet de réforme est déjà son talon d'Achille.

En effet, puisque c'est une révision de la Constitution, sénateurs et députés doivent être réunis en congrès.

Pour que ce texte s'applique, il faut à Macron la majorité des deux tiers des députés et sénateurs. Or, tout indique qu'il ne l'aura pas : les opposants de droite, Bayrou, les

opposants de gauche ne peuvent se résoudre à renoncer à leurs derniers droits parlementaires. Il ne restera alors que la voie du référendum pour la faire passer... Trappe dans laquelle de Gaulle est tombé, le 27 avril 1969.

Dans l'immédiat, le devant de la scène est occupé par les grèves qui tendent à se ramifier et à sortir du cadre de la seule défense des acquis. La grève des Catacombes, entre autres exemples est un signe avant-coureur de qui fermente et se décante dans ce pays. « Un ras-le-bol un peu général », disent les grévistes qui veulent le doublement des effectifs aux entrées du site.

Tandis que ceux d'Air France veulent des augmentations de salaires dignes de ce nom.

En fait , **il y a des centaines de revendications et en même temps, il n'y en a qu'une** qui contient toutes les autres :

Dehors Macron, son gouvernement, ses réformes.

Place à nos revendications !

Place aux salaires et aux emplois !

15 mai 2018